

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**



**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

Unité – Dignité – Travail

-----

**ADRESSE A LA NATION DE SON EXCELLENCE**

**Madame CATHERINE SAMBA-PANZA,**

**CHEF DE L'ETAT DE LA TRANSITION**

BANGUI, Palais du CNT, le 22 Octobre 2014.

**Centrafricaines, Centrafricains,**

**Chers compatriotes,**

Il y a moins d'un mois, je me suis adressée à vous dans cette hémicycle, haut lieu de l'expression de la démocratie de notre pays, où siège le parlement de la transition, lors de la journée de restitution des résultats du forum de Brazzaville. A cette occasion, j'ai donné quelques clarifications et indications sur les perspectives devant nous conduire sur les prochaines étapes à franchir, pour atteindre les objectifs de la transition.

Aujourd'hui, je suis à nouveau ici, afin de délivrer un message à la nation, à travers le Conseil National de Transition, conformément à l'article 75 de la Charte Constitutionnelle, suite aux récents événements dramatiques que notre pays vient de connaître et qui ont failli encore nous replonger dans le chaos.

**Mes chers compatriotes,**

Alors que quasiment tous les indicateurs étaient au vert, que les discussions étaient en cours avec l'ensemble de la Communauté Internationale pour accélérer la mise en œuvre des phases 2 et 3 du processus de réconciliation nationale entamé à Brazzaville ; alors que les efforts de mobilisation de ressources se poursuivaient auprès des partenaires au développement pour soutenir le Programme d'Urgence pour le Relèvement Durable et la Feuille de Route de la Transition ; alors que je venais d'instruire le Gouvernement de Transition et l'Autorité Nationale des Elections de faire le point sur l'état d'avancement du processus électoral et de proposer des actions concrètes pour l'organisation des élections dans les délais prescrits, une série d'événements est venue assombrir le ciel de la Transition depuis deux semaines.

Alors que les Autorités de la Transition déploient des efforts pour ramener la sécurité et la paix en vue de la relance de l'économie du pays, une coalition de forces négatives s'est employée à saper ces efforts, par des actions visant à déstabiliser la bonne marche de la Transition.

Des barricades sont érigées partout dans la ville de Bangui donnant au pays l'atmosphère d'une ville morte, sur la base d'intoxications savamment orchestrées et distillées dans une frange de la population.

Des armes lourdes et légères ainsi que des billets de banques sont distribués au sein de la population, notamment aux jeunes, pour semer la terreur et paralyser le pays.

Les Anti-Balakas suspendent leur participation au Gouvernement de la transition et réclament la démission du Chef de l'Etat de la Transition et celle du Premier Ministre.

Le G7 Siriri quitte la Commission de Suivi de l'Accord de Brazzaville.

Les grandes expéditions punitives menées dans les arrondissements de Bangui non favorables à ces agissements ne sont pas des actes anodins, surtout qu'elles ont semé la mort et la désolation à grande échelle.

Ce plan de déstabilisation dont le point culminant a consisté en des actes de grand banditisme et de grande criminalité ont engendré de lourdes pertes en vies humaines, tant dans la population civile que dans les rangs des forces internationales de maintien de la paix.

J'adresse aux familles des personnes qui ont perdu la vie dans cette crise, toutes mes condoléances les plus émues et ma sincère compassion.

Je m'incline également devant la mémoire du casque bleu pakistanais tombé au champ d'honneur et devant celle du gendarme de deuxième classe tué dans l'exercice de ses fonctions. J'exprime à l'endroit des nombreuses victimes et propriétaires des maisons incendiées, mes ardents vœux de réconfort moral. Je leur promets que les auteurs de ces actes odieux et crapuleux seront pourchassés jusque dans leurs derniers retranchements, jugés et punis.

### **Mes chers compatriotes**

Depuis neuf mois, vous et moi avons fait un effort considérable pour aller vers la paix et la réconciliation, recoller les morceaux de la cohésion sociale mise à mal et relever le pays comme en témoigne la reprise progressive des activités socio économiques.

Du haut de la tribune des Nations Unies et lors de la réunion de haut niveau sur la RCA organisée en marge de la 69ème Assemblée Générale des Nations Unies, j'ai salué les efforts fournis par la Communauté Internationale pour nous soutenir dans nos moments difficiles. J'ai également relevé que, sous mon leadership, le peuple centrafricain a affronté avec courage la crise. J'ai surtout exprimé ma fierté pour le courage, la grande capacité de résilience du peuple Centrafricain et sa détermination à se relever de ces récurrentes crises qui lui ont infligé tant de souffrances.

J'ai inlassablement plaidé pour que l'espoir qui renaît en République Centrafricaine soit soutenu et accompagné par la Communauté Internationale. Les partenaires ne sont pas restés insensibles à ce plaidoyer et ont favorablement répondu à mes appels, tout en exhortant les autorités de la transition à redoubler d'effort dans les axes prioritaires que sont le Dialogue Inclusif, la tenue des élections, les réformes financières et le redéploiement rapide de l'Administration sur l'ensemble du territoire national.

Manifestement, ces efforts ne sont pas de nature à plaire à ceux qui veulent maintenir la République Centrafricaine dans un cycle infernal de violences, pour des intérêts égoïstes. Le grand banditisme qui s'est installé dans le pays sous le couvert des rébellions armées a en effet son terreau dans le commerce illicite des armes et des richesses naturelles comme le diamant, l'or et l'ivoire.

Il est particulièrement regrettable que ce soient certains groupes armés signataires de l'accord de cessation des hostilités de Brazzaville qui recourent à la violence contre les populations, en violation de leur propre engagement.

Ils se sont rendus coupables d'actes d'incitation à la haine et à la violence dont les Centrafricains n'ont pas besoin dans un contexte où le cap devrait être résolument mis sur la réconciliation nationale, le dialogue politique inclusif, les élections et la reconstruction du pays.

Ces agissements nuisibles, au lieu de contribuer à nous conduire vers ces priorités ne pourraient que nous éloigner de celles-ci et n'auront pour conséquence que de prolonger, voire d'aggraver la souffrance du peuple centrafricain qui a déjà assez souffert et qui n'aspire plus qu'à tourner la page sombre du passé, afin de regarder vers un avenir de paix et de développement durable.

### **Mes chers compatriotes,**

Le Conseil National de Transition m'a confié la destinée de ce pays meurtri en me désignant comme Chef de l'Etat de la Transition.

C'est dire Mesdames et Messieurs, que la transition actuelle en République Centrafricaine n'est ni le résultat d'un coup d'état, ni d'une révolution armée. C'est plutôt le résultat d'un consensus national soutenu fortement par la Communauté Internationale.

Comme je l'ai toujours déclaré, j'ai fait du rassemblement et de la réconciliation des centrafricains la priorité absolue de mon action depuis mon accession aux commandes de l'Etat, m'étant engagée, conformément à la Charte Constitutionnelle de Transition à conduire une transition apaisée, consensuelle et inclusive.

Dans cet esprit, j'ai reçu dès le début de cette crise une délégation des Anti- Balakas afin de recueillir les motivations de leurs revendications. Comme j'ai déjà eu à le déclarer, il s'agit fondamentalement de questions de partage de postes, de l'élargissement du Conseil National de Transition aux Anti Balaka mais surtout du sort des nombreux jeunes de ce mouvement, véritablement sans perspectives et obligés d'être à la charge des responsables du mouvement. Dans un esprit d'ouverture, il a été convenu de la mise en place d'un groupe de travail mixte devant examiner les principales revendications formulées. En

contre partie, les barricades devaient être levées afin de permettre une reprise des activités dans la ville de Bangui. Force a été de constater bien au contraire une cristallisation du mouvement sur le terrain, accompagnée d'actes de banditismes.

Comme je l'ai toujours fait, j'ai été à nouveau ouverte à toutes les discussions constructives pouvant favoriser un apaisement de la situation.

Tout au long de cette crise, j'ai pris le temps de consulter toutes les forces vives de la Nation, celles qui ont participé au Forum inter centrafricain de Brazzaville et celles n'ayant pu y participer pour diverses raisons. Je dis toute ma gratitude à tous ceux là qui ont bravé les barricades, l'insécurité du moment pour venir à moi, preuve de l'amour pour la patrie et de leur engagement à servir la Nation.

Les entretiens que j'ai eus avec les forces vives de la Nation m'ont permis de relever à quel point le peuple centrafricain est excédé et lassé par les violences répétées qui anéantissent, à chaque fois, les efforts déployés par les Autorités de la Transition et la population pour restaurer la paix et la réconciliation.

Dans l'ensemble, elles ont réaffirmé leur adhésion à l'accord de cessation des hostilités signé à Brazzaville. Tous ont fermement condamné les événements de ces derniers jours qui ont ôté la vie à de paisibles citoyens et paralysé la vie socio-économique du pays. Parmi les attentes prioritaires exprimées figurent la réhabilitation des FACA, leur implication aux côtés des Forces internationales pour la sécurisation du pays, l'engagement des poursuites judiciaires contre les auteurs de troubles dans le pays ainsi que la restauration d'un dialogue constructif et concerté entre les institutions de la transition et la classe politique, indispensable au retour de la confiance.

Je saisis encore une fois cette occasion pour saluer l'expression du patriotisme des uns et des autres, traduites par des pistes concrètes de sortie de crise. Pour nous permettre de dialoguer régulièrement sur les grands enjeux et défis de notre pays, j'ai décidé de formaliser les cadres de concertation avec les autres institutions de la transition, les partis politiques, les centrales syndicales, les organes de la société civile et le secteur privé.

### **Mesdames et Messieurs les forces vives de la Nation,**

Je vous ai tous écouté. En réponse à vos observations, propositions et engagements au service de notre pays, j'ai d'ores et déjà pris les orientations et décisions suivantes :

## Sur la sécurité

L'insécurité est aujourd'hui le problème N° 1 de la République Centrafricaine, la raison du déploiement de toutes les forces internationales dans notre pays. Vous avez tous sans exception réclamé l'engagement fort des FACA aux côtés des forces internationales de sécurité en raison de leur bonne connaissance du terrain. Je vous ai entendu au nom du peuple. J'ai décidé de créer une unité rapide d'intervention en mesure de sécuriser efficacement la population des attaques meurtrières récurrentes. Je convoquerai très rapidement l'encadrement militaire de notre pays pour examiner toutes les mesures destinées à professionnaliser nos forces de défense et de sécurité afin de les rendre plus républicaines qu'hier et au service de toutes nos populations sans distinction d'origine géographique, culturelle ou confessionnelle.

Les questions sécuritaires doivent nécessairement être abordées dans un cadre de dialogue avec les Forces internationales. Pour cela, nous devons collaborer étroitement avec le Comité conjoint de réflexion sur les forces de défense et de sécurité Gouvernement/Nations-Unies en vue de mettre en place la stratégie appropriée en ce qui concerne l'armée nationale.

La mise en œuvre des programmes de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Rapatriement (DDRR) et de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) pour parvenir à une réhabilitation et une refondation des Forces Armées Centrafricaines et répondre aux attentes de certains groupes armés est extrêmement importante et urgente. J'ai instruit le Haut Commissaire en charge de ce secteur d'accélérer sa mise en place et proposer un programme concret dans les meilleurs délais, avec l'appui des partenaires.

Aujourd'hui, **les populations déplacées et réfugiées** ne demandent qu'à retourner chez elles et à retrouver leurs activités habituelles si des moyens leur sont fournis pour reconstruire leurs habitations brûlées ou détruites. C'est dans ce sens que j'avais invité les partenaires à leur donner la chance de reprendre une vie normale à travers la fourniture d'une assistance qui permette aux communautés de se relever.

Hélas, les derniers événements ont renvoyé de nouveau de nombreuses familles sur les sites des déplacés. Le gouvernement se mobilise de nouveau pour apporter les réponses urgentes et adéquates, avec l'aide des ONG et des Agences humanitaires.

## Concernant la justice

La justice a disparu de notre socle de valeurs depuis bien longtemps. Cela n'est évidemment pas sans conséquence. A cet égard, l'Impunité est le problème N° 2 de notre pays. En effet, depuis au moins deux décennies, des crimes politiques et de droit commun

commis massivement sur des innocents sont restés impunis. Les dialogues politiques de ces dernières années les ont purement et simplement absous, laissant les victimes sans justice mais surtout encourageant les éternels égoïstes de la nation à abuser du pardon consenti par le peuple. Je me suis engagée à siffler la fin de l'impunité en République Centrafricaine. C'est ni plus ni moins ce que demande la Communauté Internationale. Je demande à tous les magistrats d'enregistrer toutes les plaintes des Centrafricaines et Centrafricains victimes des diverses crises et de rendre justice très rapidement en lien avec la composante internationale venue renforcer l'action judiciaire dans notre pays. Pour compléter la justice interne, j'ai déjà saisi la Cour Pénale Internationale pour juger les crimes les plus graves perpétrés contre la sécurité intérieure et extérieure de la RCA et de son peuple. Des enquêtes sont ouvertes. Je ne manquerai pas de vous tenir régulièrement informés de l'évolution de la justice dans notre pays.

### **Quand à la Réconciliation Nationale et au Dialogue Politique,**

Je l'ai dit dans ma profession de foi, notre pays ne pourra pas se construire dans la confrontation et la violence. Nous n'avons pas d'autre choix que de nous concerter, de palabrer pour trouver des consensus acceptables en mesure de garantir l'intérêt général de tous les Centrafricains. Une fois trouvés, ces consensus doivent être respectés. Bien souvent nous cédon à la tentation de renier nos engagements signés, nous mettant en situation d'éternels recommencements de dialogues et vaines résolutions.

J'ai solennellement pris l'engagement d'œuvrer constamment dans un esprit d'apaisement et de fraternité avec l'ensemble des Institutions de la Transition afin que les objectifs de la transition aboutissent sereinement dans l'intérêt supérieur de la Nation. Je continuerai à me conformer à cet engagement.

**Mes Chers compatriotes,** nous sommes aujourd'hui au pied du mur ! Ou bien nous comprenons le risque imminent de notre disparition comme peuple et nation pour survivre ou bien nous poursuivons nos vieilles recettes de la division et nous disparaîtrons assurément.

Et comme le temps qui nous sépare de la fin de la transition presse et que certains d'entre nous pressent le pas pour aller aux élections, j'ai pensé utile de vous soumettre la proposition d'aller directement à l'étape N°3 du Dialogue Politique en veillant à ce que toutes les Forces vives de la nation de province soient représentées au grand forum pour la refondation, la réconciliation et la reconstruction nationales. La question de l'élargissement du Conseil National de Transition sera, bien entendu, examinée lors de ce dialogue comme j'ai déjà eu à le déclarer à plusieurs reprises.

Avec l'appui du Centre pour le Dialogue Humanitaire (CDH) et des Nations Unies, un comité d'organisation du dialogue politique consensuel et représentatif sera mis en place très rapidement d'ici à la fin du mois pour définir les contours de ce travail d'importance capitale pour le reste de la transition et l'avenir du pays. Je demande au CNT à travers les 16 Préfectures d'être actif dans la réussite du dialogue politique dans notre pays. Le gouvernement recevra sans tarder mes orientations pour agir vite afin de compléter les actions de la communauté internationale en faveur du dialogue politique.

Quand à moi, je marque ma totale disponibilité à adhérer au choix que les acteurs politiques auront fait, de manière concertée, pour ce qui est de la tenue effective **des prochaines élections** qui sont la voie royale vers l'amorce d'une nouvelle ère démocratique et de la bonne gouvernance. Allons-y le plus rapidement possible, tout en nous entourant de toutes les précautions qu'elles requièrent afin celles-ci soient véritablement libres, transparentes et crédibles. Nos partenaires qui nous accompagnent sont invités à déployer toute l'expertise dont a besoin l'Autorité Nationale des Elections pour que ce défi soit relevé à l'échéance prévue par notre Charte Constitutionnelle de Transition.

J'ai déjà indiqué clairement en de nombreuses circonstances, que je ne serai pas candidate à l'élection présidentielle et soyez assurés que je tiendrai cet engagement. L'Autorité Nationale des Elections (ANE), institution autonome de l'organisation des élections, devra sans tarder soumettre un chronogramme précis et détaillé à l'ensemble des parties prenantes.

Nous avons prouvé notre engagement en libérant l'intégralité de notre contribution au budget de l'ANE.

**Centrafricaines, Centrafricains,**

**Chers compatriotes,**

A vous toutes et tous, composantes patriotes de notre pays, je demande votre implication directe, active, individuelle et collective au sauvetage urgent de notre pays. Je vous en sais motivées au regard de vos propositions à l'occasion des entretiens que j'ai eus avec vous tous ces derniers jours. Soyons tous, ensemble frères et sœurs au rendez vous du sursaut patriotique et du tournant d'une nouvelle République Centrafricaine ! Ne manquons plus ce rendez vous qui ne dépend que de nous !

**Jeunesse centrafricaine,**



Je te lance un appel appuyé à la vigilance. Connais-tu les intentions réelles de ceux qui distribuent armes et argent pour te faire ériger des barricades et empêcher la circulation dans la ville de Bangui ?

Tu dois dire non à la paralysie économique afin d'éviter à ton pays la misère.

Tu dois dire non aux pillages, à la destruction, aux actes de vandalisme en tout genre qui éloignent les investisseurs de la République Centrafricaine.

Les jeunes ont pris conscience des méfaits de la violence sur leur avenir. Multiplie les actions de sensibilisation et de réconciliation dans les quartiers et les arrondissements.

Ne te laisse plus instrumentalisé aujourd'hui pour aller dans la rue et tuer. Je te demande de te réveiller. Celui qui aime son enfant lui offre l'éducation, la formation, l'accès à l'emploi, plutôt que l'arme pour tuer.

Dans cette optique, depuis mon élection à la tête du pays comme Présidente de la Transition, j'ai à cœur de mettre en place des programmes de développement et le lancement des Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre pour occuper les jeunes. Mon plaidoyer pour la mobilisation des ressources auprès de la Communauté internationale englobe justement le besoin urgent d'opérationnalisation des programmes en faveur des jeunes.

Les partenaires ont répondu favorablement à mon appel. Si le calme revient véritablement à Bangui, dans les jours à venir, une mission conjointe du FMI, de la Banque Mondiale, de l'Union Européenne et de la Banque Africaine de Développement est attendue à Bangui. Le Programme d'Urgence pour le Relèvement Durable de la RCA élaboré par le Gouvernement et dans lequel, les programmes en faveur des jeunes et des femmes sont en bonne place, n'échappera pas à l'attention de cette mission.

Les opérateurs économiques de notre pays que j'ai rencontrés, continuent de croire qu'il est possible d'investir dans ce pays. Ils sont disposés à user de leur ingéniosité afin d'offrir des perspectives d'emploi et contribuer à la reconstruction de notre pays. Pourvu que la paix s'enracine dans le pays. Pour cela, la contribution de chacun est indispensable.

Pour sa part, en plus de toutes les diligences techniques et administratives à faire pour que les programmes soient soumis à l'examen des partenaires, j'ai fermement instruit le Gouvernement de réactiver très rapidement le Cadre Permanent de Concertation secteur public/secteur privé (CPC) afin de rechercher ensemble avec les opérateurs économiques, les voies qui leur permettront de jouer leur partition dans le relèvement économique et d'amplifier la création de la richesse nationale. J'ai également instruit le Gouvernement de veiller à ce que la question de l'apurement de la dette intérieure puisse connaître un début

de dénouement, sur les fonds que nos partenaires ont déjà mis à notre disposition. J'exprime ici mon soutien au secteur privé, grande victime de cette crise de paralysie du pays.

S'agissant des revendications des Centrales Syndicales, j'ai instruit le Ministre Conseiller à la Présidence de la République d'être davantage à leur écoute et de faire la courroie de transmission avec le gouvernement pour que les questions relatives aux arriérés des salaires, pensions et bourses soient traitées avec réalisme au regard des difficultés de trésorerie évidentes de l'Etat.

### **Femmes de Centrafrique,**

J'ai besoin de votre soutien. J'ai besoin de votre solidarité. Levez-vous pour dire non aux tentatives d'insurrection populaire qui visent à compromettre la transition et partant votre avenir et celui de vos enfants. Mobilisons-nous auprès de nos époux, de nos frères et de nos enfants pour les engager à œuvrer pour la paix durable sans laquelle, la reconstruction ne peut se faire. Les femmes se sont déjà résolument engagées dans cette dynamique et n'hésitent pas à exprimer le rejet de la violence et des conflits armés en multipliant les actions de sensibilisation. Continuez inlassablement ce travail à mes côtés pour porter très haut le flambeau d'une femme centrafricaine à la tête du pays.

### **Mes chers compatriotes,**

J'ai la conviction que ce n'est qu'ensemble que nous pouvons prendre en mains notre destin. Pour mieux le faire, il nous faut dépasser toutes les barrières artificielles qui ont été érigées entre nous pour nous diviser.

Les leaders des communautés musulmanes, chrétiennes et protestantes doivent continuer à œuvrer ensemble pour interpeler la population à la tolérance et au réapprentissage du vivre ensemble. Nous devons tous nous réveiller et être vigilants en faisant le bon choix qui est celui de dire non à la manipulation, non à la division, non à la violence. Faire le bon choix en disant oui à la paix, oui à l'unité nationale, oui à la reconstruction de notre pays.

### **Quant aux groupes armés,**

Certes, en toutes circonstances, il nous faut privilégier la concertation et le dialogue. Mais je ne peux tolérer le désordre et l'anarchie qui font parler la rue et les armes, avec tous les risques que cela comporte pour les innocentes populations.

J'en appelle à la cessation immédiate des violences sur les populations et au respect sans condition de l'accord de cessation des hostilités Brazzaville du 23 juillet 2014 dont ils sont signataires.

Je leur demande de reprendre leur place dans la Commission de Suivi de cet accord pour examiner ensemble la mise en œuvre de l'article 4 de cet accord relatif à leur regroupement. N'eut été les polémiques nocives pour l'image du pays autour du don Angolais, nous aurions eu l'appui multiforme de ce pays frère engagé à nous aider dans ce domaine.

S'agissant du don angolais, je précise que seules les raisons d'Etat ont guidé son utilisation selon des procédures dérogatoires suivies de régularisation par les services techniques du Ministère des Finances. Mais puisqu'on en a fait un drame, j'en ai saisi la Cour des Comptes qui examinera cette question en toute impartialité.

### **Chers Compatriotes,**

Comme tout le monde le sait, la sécurité de notre pays est entre les mains des Forces Internationales de maintien de la paix qui ont le mandat du Conseil de Sécurité des Nations Unies de protéger la population, mais surtout de sévir contre toutes les tentatives de déstabilisation des Autorités de la Transition.

Je demande au haut commandement de la MINUSCA de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application intégrale des termes des résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la République Centrafricaine dans ce domaine.

Des dispositions devront être prises pour consolider les acquis de la MISCA appuyés à l'époque par Sangaris et Eufor et qui ont permis de faire des pas considérables dans la sécurisation du pays, en étroite collaboration avec les forces nationales de défense et de sécurité.

Je saisis cette occasion pour remercier nos partenaires techniques et financiers et les pays amis qui, malgré ces évènements continuent de soutenir la transition. Cependant, nous avons conscience que la rigueur et la transparence dans la gestion des ressources extérieures et internes sont une nécessité et conditionnent la capacité du pays à mobiliser des appuis extérieurs. Je les rassure de notre ferme détermination à tout mettre en œuvre pour respecter nos engagements.

Nous avons également conscience qu'il est plus qu'urgent de redonner à l'Etat Centrafricain des capacités financières propres. C'est pourquoi, la sécurisation des zones minières est une action prioritaire devant conduire à terme au rétablissement de la République Centrafricaine dans le processus de Kimberley. Mon souhait le plus ardent est

que les forces de l'ONU désormais déployées dans le pays apportent tout leur appui à cette action prioritaire.

Pour finir, je tiens à remercier tout particulièrement le Médiateur International de la crise centrafricaine, son Excellence Denis Sassou Nguesso Président de la République sœur du Congo qui n'a ménagé aucun effort pour soutenir notre pays durant tous ces moments difficiles et qui vient de s'impliquer une fois encore par l'envoi d'une mission de haut niveau pour dénouer la dernière crise. Nous avons perçu les messages fermes et sans ambiguïté transmis par nos frères de la médiation internationale. Il nous appartient désormais à nous centrafricains, dans un dernier sursaut de survie, de nous ressaisir et de reprendre notre destin en main.

Que Dieu bénisse la République Centrafricaine. Qu'Il nous aide à rétablir le calme et la sécurité et à évoluer résolument vers le relèvement de notre pays.

Vive la République Centrafricaine, une et indivisible. Je vous remercie.